

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 12/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APTUNION

Quartier Salignan - CS 90137
84400 Apt

Références : D-00038-2024/LRAR N°1A 200 983 4533 3
Code AIOT : 0006400455

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2023 dans l'établissement APTUNION implanté Quartier Salignan - CS 90137 84400 Apt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APTUNION
- Quartier Salignan - CS 90137 84400 Apt
- Code AIOT : 0006400455
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société APTUNION INDUSTRIE SAS exploite un établissement spécialisé dans la fabrication de fruits confits.

Les activités exercées par APTUNION INDUSTRIE SAS sur son site de Salignan sont réglementées par l'arrêté préfectoral en date du 11 mai 2017, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 06 juillet 2018, du 25 septembre 2019, du 20 juillet 2020, du 20 juillet 2021 et du 20 mars 2023.

Le site n'est pas soumis à garanties financières, il n'entre pas dans le champ d'application de la directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 : Limitation des fuites de gaz sur les installations de méthanisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
• « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Tuyauteries de biogaz et ventilation	AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.2.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Composition du biogaz	AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.3.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Programme de maintenance préventive	AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.2.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Destruction du biogaz	AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.2.6.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative de l'installation	AP Complémentaire du 20/03/2023, article 4	Sans objet
3	Phase de démarrage	AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.2.7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant semble bien connaître son système. Pour autant, il se base uniquement sur les documents fournis par Veolia sans retranscrire les modes opératoires notamment en cas de redémarrage ou d'incident dans les procédures propres au site. Il a également confié une partie de la maintenance des équipements à Véolia. Aucun suivi de ce contrat n'est effectué par l'exploitant et ce dernier n'est pas en mesure de présenter les résultats des tests ni de justifier de leur bonne réalisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/03/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Classement et régime ICPE applicables
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant est autorisé méthaniser uniquement : <ul style="list-style-type: none">- les effluents raccords à sa station d'épuration interne, à savoir ceux du site d'APT Salignan d'Aptunion industrie (200 000 m³/an d'effluents) et ceux de Frulact france (35 000 m³/an d'effluents)- les saumures internes au site d'APT Salignan d'Aptunion industrie (6 000 m³/an), éventuellement prétraitées à la chaux.- les déchets liquides agroalimentaires en provenance du Vaucluse et des départements limitrophes, dès lors qu'ils répondent au cahier des charges de l'installation et que la capacité de traitement de celle-ci le permet (au plus 500 m³/jour). L'unité de méthanisation traite uniquement les effluents précités, en amont de sa station d'épuration. Les liquides (résidus) issus de la méthanisation sont envoyés depuis la cuve de reprise vers le traitement existant des effluents (station d'épuration interne). Le biogaz est réinjecté sur le réseau. L'installation est dimensionnée pour traiter en moyenne 900 m ³ /j d'effluent et de déchets (et au maximum 1 600 m ³ /j) et de produire 4 320 Nm ³ /j de biométhane.
Constats : L'exploitant indique avoir beaucoup appris sur le fonctionnement du méthaniseur durant ces 3 ans d'exploitation notamment au niveau de la gestion des moussages (le premier anti-mousse utilisé était à base d'huile végétale ce qui créait une réaction de saponification), de la sécurisation du réchauffage avec la présence de 2 échangeurs et d'une pompe à chaleur, de l'apprentissage du lavage de l'H ₂ S au moyen d'un biotraitement et de charbon actif. Les effluents traités sont d'origine interne à l'établissement. À noter que depuis 2022, les effluents de l'entreprise voisine Frulact sont également traités dans l'installation de méthanisation, ce qui a conduit à l'augmentation de la charge sans pour autant avoir d'impact sur le fonctionnement du méthaniseur. En mars 2023, le site a obtenu l'autorisation pour réceptionner et traiter des camions d'effluents issus de l'industrie agroalimentaire. À l'heure actuelle, seulement une dizaine de camions ont été réceptionnés dans l'année (possibilité d'avoir 20 camions par jour). Le prix du transport est un frein au développement de cette activité. Le biogaz produit est totalement injecté sur le réseau GRDF (environ 12 000 mWh/an). Des mesures sont réalisées en continu par GRDF afin de s'assurer de la qualité du gaz. En cas de non-conformité, notamment sur le PCS, les vannes se ferment automatiquement et le gaz est envoyé vers le gazomètre puis le traitement ou la torchère en dernier recours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Tuyauteries de biogaz et ventilation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.2.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Caractérisation des canalisations
Prescription contrôlée : <u>article 9.5.2.3 de l'APC du 25/09/2019</u> Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées (norme NF X 08-100 de 1986) ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan de localisation des risques du site, établi en application de l'article 8.1.1 du présent arrêté. [...] Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local. <u>Article 9.5.2.5.1 de l'APC du 25/09/2019</u> [...] Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH4 et de H2S avant toute intervention.
Constats : Les tuyauteries de gaz sont situées à l'air libre sauf dans le local membrane et dans un local électrique. Ces locaux ont été visités. Ils disposent d'une aération basse naturelle et d'une ventilation forcée en hauteur. De plus, un détecteur de gaz est présent dans le local. A noter que le seuil de détection du local électrique est de 10 % de la LIE pour le seuil bas et de 20 % de la LIE pour le seuil haut. Par contre, le détecteur de gaz dans le local membrane a été augmenté à 20 % de la LIE pour le seuil bas et à 50 % de la LIE pour le seuil haut. L'exploitant indique que cet artifice a été validé par l'installateur afin de compenser des mises en défaut répétitif lorsque le détecteur affiche une valeur proche de 0 %. L'exploitant précise que dès que le niveau haut est atteint, l'ensemble de l'installation se met à l'arrêt. Lors de la visite de site, il a été constaté que l'ensemble des tuyauteries étaient repérées par des couleurs et des pictogrammes permettant d'identifier rapidement celles dans lesquelles circule le gaz.
Observations : L'inspection souhaite avoir plus d'éléments sur la modification du seuil de détection du détecteur gaz présent dans le local membrane afin de justifier que le système mis en place répond aux critères de fiabilité et d'efficacité attendu. Ces éléments devront être transmis sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Phase de démarrage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.2.7.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Phase de démarrage des installations
Prescription contrôlée : [...] Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, d'un point de vue du risque d'explosion (inertage, dilution par ventilation...), qu'il met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation. [...]
Constats : Les procédures à suivre sont décrites dans le document d'exploitation de Véolia (constructeur de l'installation de méthanisation du site). Ce document est utilisé dès qu'une opération qui sort du quotidien doit être menée. Par exemple, la procédure de démarrage après vidange a été présentée et décrit de manière claire toutes les étapes et les paramètres à vérifier. A noter que cette procédure n'a pas été utilisée sur le site, l'installation ayant seulement 3 ans. Cela est cohérent avec la procédure qui prévoit que « la vidange n'est pas nécessaire sauf si une dégradation du matériel est évidente ». La procédure de maintenance du circuit est décrite dans les procédures Véolia. Il s'agit notamment d'isoler la section et de procéder à son inertage à l'azote par rejet du gaz à l'air. En cas de défaillance d'un capteur ou d'une alarme réelle, les installations se mettent à l'arrêt. Lorsque la situation revient à la normale et que tous les paramètres sont conformes, l'installation est redémarrée. Aucune procédure particulière n'est mise en œuvre, il suffit d'appuyer sur un bouton. Les vérifications sont faites automatiquement, si un paramètre (température, pH, niveau haut...) n'est pas conforme, l'installation ne redémarre pas. L'exploitant précise que globalement quand une alarme se déclenche, c'est le signe que le système « va trop fort ». Dans ce cas, l'arrêt des installations permet de faire redescendre le système. Le simple fait d'attendre est suffisant pour retrouver une situation normale, sauf en cas de dysfonctionnement d'un équipement type détecteur qu'il faut alors changer. A noter que lorsque la température est de 30°C et que le pH est conforme, l'installation peut être arrêtée pendant 3 jours puis redémarrée sans procédure particulière. Dans le cas d'un arrêt plus important, autour d'un mois, l'installation pourra être redémarrée avec une montée en charge douce. Dans ce cas, une assistance technique serait demandée auprès de Véolia. Dans le cas d'un arrêt prolongé, il est possible d'attendre 2 ans avant de redémarrer. Dans ce cas, la remontée en température et la réalimentation devront s'effectuer tout doucement (par palier de 10 %) pendant quelques jours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Composition du biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz
Prescription contrôlée : [...] La teneur en CH ₄ et H ₂ S du biogaz produit est mesurée en continu ou au moins une fois par jour sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné à minima tous les trois ans par un organisme extérieur. Les résultats des mesures et des contrôles effectués sur l'instrument de mesure sont consignés et tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations classées pendant une durée d'au moins trois ans. [...]
Constats : Un tableau Excel recense le suivi des paramètres type pH, T°, débit de gaz, % de CH ₄ et/ou H ₂ S à divers endroit du process. Il existe un tableau de suivi pour la STEP, un pour le méthaniseur et un pour le sulfothane. Les données sont suivies en direct et en continu sur la supervision puis une extraction est réalisée et la valeur moyenne sur 24h est reportée dans le tableau Excel. Celui-ci est analysé tous les jours à 13h en lien avec les analyses réalisées par le laboratoire sur la base d'échantillons. Le jour de l'inspection, il a été par exemple constaté : - au niveau du Méthaniseur : 787 m ³ d'effluents traités, en entrée le pH est de 4.1 et la température de 32,3°C, en sortie le pH est de 7.2, le débit de biogaz est de 5957 Nm ³ /j, il y a 63,9 % de CH ₄ et la valeur du H ₂ S n'est pas remontée. - au niveau du Sulfotane : en entrée le débit est de 5 605 Nm ³ /j et il y a 63,9 % de CH ₄ , en sortie il y a 65,6 % de CH ₄ , 0 % d'H ₂ S et 34,4 % de CO ₂ . A noter que la mesure de CH ₄ et de H ₂ S sont réalisées en continu sur la supervision en différents points du process. Ces valeurs sont également mesurées en continu et reportées sur la supervision au niveau de la tuyauterie de transferts vers GRDF. Cette dernière mesure est réalisée par le chromatographe de GRDF. Une mesure de CH₄ et de H₂S du biogaz produit est bien réalisée mais l'appareil de mesure n'appartenant pas à Aptunion, l'exploitant n'a pas pu démontrer la maintenance effectuée. En interne, le site se base essentiellement sur la mesure du niveau de redox afin de connaître l'état du système et d'empêcher la formation du H ₂ S. Une alarme redox fixée à 500ppm est mise en place à cet effet. L'exploitant indique que ces paramètres suivis ne permettent pas d'identifier une petite fuite puisqu'une variation d'environ 10 % des valeurs est considérée comme normale par l'exploitant de ce type de procédé.
Observations : L'exploitant se positionnera sous 1 mois afin : - soit de mettre en place un dispositif de mesure du CH ₄ et H ₂ S dans le biogaz produit dont il puisse assurer le contrôle annuel et l'étalonnage - soit en proposant la modification de son arrêté préfectoral (modification argumentée).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/05/2017 , article 8.6.3.
AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.2.5.1

Thème(s) : Actions nationales 2023, programme de maintenance

Prescription contrôlée :

Article 8.6.3 : Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 9.5.2.5.1 de l'APC du 25/09/2019

[...]

Ces consignes, en complément de celles visées à l'article 8.5.4 du présent arrêté, indiquent notamment :

[...]

- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;

- les instructions de maintenance et de nettoyage.

[...]

Constats :

L'exploitant a indiqué en séance que les différents équipements (capteurs de température, de pression, de débit, de CH₄ et H₂S) doivent être vérifiés 1 fois par an. L'exploitant a présenté les dossiers regroupant les résultats des tests effectués sur différents équipements :

- La société Endress s'occupe de quasiment tous les équipements. Le contrôle B ES FIT 014 relatif au débit-mètre en sortie des membranes réalisée le 30/03/2023 est conforme. Par contre, il est constaté que les références employées pour identifier l'équipement sur le résultat du contrôle ne sont pas identiques à celles utilisées sur les plans du site, **il est donc difficile de faire le lien entre l'équipement physique et le résultat du test.**

- La société Oldham est chargée des tests sur les capteurs de CH₄ dans les atmosphères confinées (local membrane, à côté du pot de purge dans la cheminée, dans un local électrique). Ces contrôles sont effectués en lien avec l'analyseur et la ventilation en continu des locaux membrane et électrique.

- la société véolia est chargée par contrat de réaliser les tests et la maintenance sur les équipements memgas (épuration), refroidissement, séchage, le charbon actif et le compresseur au niveau des membranes. Ce contrat inclut les détecteurs de CH₄, H₂S et de CO₂ positionnés entre le sulfonate et le refroidissement. Le test relatif au dernier capteur de CH₄ appartenant à Aptunion et situé au plus près de la sortie des équipements a été demandé. **L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier si les équipements ont été testés. Il ne reçoit pas les résultats des tests** et le contrat ne précise pas si Véolia est chargé du changement de l'équipement en cas de défaillance lors du test. Il est par contre précisé que Véolia informe AptUnion si un matériel doit être acheté en dehors des équipements prévus au contrat et les capteurs ne font pas partie de la liste des équipements prévus.

<p>En conclusion, l'exploitant n'a pas de procédure de maintenance claire qui détaille la liste des équipements, la périodicité de contrôle et l'organisation mise en place pour s'assurer du respect de la périodicité et des suites à données à ces tests.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'automate de sécurité présent dans le local électrique indique « retard dans la maintenance » et précise la date de dernière maintenance : juillet 2022.</p>
<p>Observations : L'exploitant veillera lors des prochains tests à rendre cohérente la référence des équipements entre le document de contrôle et les plans des installations.</p> <p>L'exploitant est <u>mis en demeure sous 1 mois</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de réaliser les contrôles sur l'automate de sécurité et l'ensemble de la chaîne des capteurs / détecteurs pris en charge par le contrat de maintenance Veolia ; - de mettre en place une procédure interne permettant de s'assurer du respect de la périodicité de contrôle et des résultats obtenus pour les équipements confiés à Véolia.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Destruction du biogaz

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.2.6.2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Destruction biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose d'un équipement de destruction (torchère) du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation et de purification de celui-ci et si le gazomètre est plein. [...] L'exploitant assure un suivi des périodes de fonctionnement de la torchère sous forme de registre faisant état des raisons et durée de fonctionnement de la torchère. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de 5 ans.</p>
<p>Constats : La torchère se met en marche en automatique lorsque le gazomètre atteint le niveau haut (93 % du volume du gazomètre). Elle s'arrête automatiquement lorsque le niveau du gazomètre est inférieur à 85 %.</p> <p>Un fichier Excel est renseigné chaque jour en indiquant s'il y a eu un torchage et un commentaire sur la raison. Ce fichier permet de connaître le volume de gaz qui a été torché par calcul à partir du volume présent dans le gazomètre au début et à la fin du torchage.</p> <p>Dans le cas de torchage suite à un refus de GRDF de prendre le biogaz produit, le calcul de biogaz torché est effectué à partir de la production réelle de CH₄ mesurée en sortie du méthaniseur moins le volume réinjecté par GRTGaz.</p>

Sur le mois de novembre, des opérations de torchage sont recensées sur 3 jours. A noter une journée en particulier durant laquelle 2 042 Nm³ ont été torchés. L'exploitant indique qu'un pic de sulfothane a conduit à la saturation du chromatographe de GRDF. Celui-ci a donc refusé l'injection de biogaz pendant presque 24h, alors que le biogaz produit était conforme très rapidement après le pic. Une autre journée, le torchage a été mis en place pendant environ 1h dans le cadre d'une opération de maintenance programmée (ce qui correspond à 132 Nm³).

Début 2023, le site a connu un problème d'encrassement. Cela a conduit à limiter le flux de biogaz pouvant être traité par la membrane. Un important torchage a dû être réalisé à cette occasion. L'exploitant indique que Véolia a été contacté mais n'a pas permis de trouver une solution. L'exploitant a donc cherché d'autres experts auprès desquels il a trouvé la solution pour nettoyer les membranes.

La durée du torchage n'est pas suivie dans le tableau, elle est estimée en séance par l'exploitant du fait du débit de biogaz moyen produit et la valeur de biogaz torchée. L'exploitant précise que la vanne d'ouverture de la torche ne permet pas de faire des torchages à faible débit. C'est pourquoi il est considéré plus pertinent de mesurer les volumes torchés.

Observations :

L'exploitant se positionnera sous 1 mois soit pour demander la modification de son arrêté afin de supprimer la prescription relative au suivi de la durée de fonctionnement de la torchère soit en mettant en place le système de suivi qui réponde à son arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois